

BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 11 – du 13 mars au 19 mars 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : ÉGYPTÉ - QUELS IMPACTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS DU CONFLIT RÉGIONAL ?

Si l'Égypte n'est pas directement affectée par les conséquences sécuritaires des conflits régionaux actuels, sa forte exposition aux chocs extérieurs constitue un élément de fragilisation après une période de net rebond de l'économie.

L'Égypte aborde cette crise avec des fondamentaux plus solides que lors des précédents chocs extérieurs (guerre en Ukraine, tensions en mer Rouge en 2023, etc.), notamment grâce à un niveau élevé de réserves de change (53 Mds USD, soit environ 7 mois d'importations), à la croissance continue du PIB enregistrée sur les deux derniers trimestres de 5,3 % et un excédent primaire de 4,2 % du PIB au premier semestre 2025/26. Toutefois, certains indicateurs apparaissent déjà dégradés.

LE CHIFFRE À RETENIR

65 %

PART DES IMPORTATIONS DE
PÉTROLE BRUT ET PRODUITS
RAFFINÉS PROVENANT DU GOLFE

L'Égypte est ainsi confrontée à une détérioration de ses conditions d'accès aux marchés obligataires. Face à l'incertitude, depuis le début des affrontements, la hausse de la prime de risque exigée par les investisseurs apparaît supérieure à celle enregistrée dans les autres pays de la région, économies du Golfe incluses. Une dégradation durable des conditions de financement de l'Égypte renchérirait la charge de la dette, déjà élevée, alors que les besoins de financement brut sont estimés à près de 40 % du PIB. Dans le même temps, après d'importantes entrées enregistrées ces derniers mois, portées par le regain d'activité économique, les sorties de capitaux d'Égypte ont dépassé 7 Mds USD depuis le début du conflit, soit le tiers des sorties dans l'ensemble des pays émergents. Ce flux sortant paraît aujourd'hui stoppé et de timides entrées de capitaux constatées. En réaction, la livre égyptienne s'est significativement dépréciée, atteignant son plus bas niveau historique face au dollar, à près de 53 EGP/USD le 9 mars, et enregistrant une perte de 10 % depuis le 27 février, supérieure à celle observée dans la région.

L'évolution des prix de l'énergie et les perturbations des flux d'approvisionnement constituent des risques. La hausse des prix du pétrole et du gaz pèse sur la balance énergétique et le déficit courant (4,2 % du PIB en 2024/25), alors que les recettes en devises sont déjà fragilisées par la baisse attendue des revenus du tourisme et du canal de Suez. Si le détroit de Bab el-Mandeb reste épargné à ce stade, les menaces persistantes d'attaques du trafic ont suffi à dissuader les assureurs et armateurs. Par ailleurs, la hausse des prix de l'énergie alimente les tensions inflationnistes, l'inflation ayant déjà rebondi à 13,4 % en février. Toutefois, les risques d'approvisionnement apparaissent contenus à ce stade. Environ 65 % des importations égyptiennes de pétrole brut et de produits raffinés proviennent des pays du Golfe, mais la production nationale couvre environ 70 % de la demande pétrolière. Concernant le gaz naturel, celui en provenance d'Israël représente 16 % de la consommation intérieure – interrompues au début du conflit, les livraisons ont été rétablies à un niveau toutefois faible estimé à 15 % des flux habituels – mais environ 92 % des approvisionnements en gaz naturel liquéfié viennent des États-Unis.

À ce stade, les mesures d'urgence mises en œuvre par les autorités se concentrent principalement sur la sécurité alimentaire et énergétique ainsi que sur la préservation des équilibres budgétaires. Une cellule de crise interministérielle a été instaurée au sein du cabinet égyptien, avec pour priorités la sécurité énergétique et alimentaire (qui, pour les autorités, ne soulèvent pas d'inquiétude majeure à ce stade en termes d'approvisionnement, mais plutôt de renchérissement significatif de leur coût), ainsi que la discipline budgétaire. Les premières mesures annoncées le 10 mars ont ainsi porté sur la préservation du budget. La hausse des prix des carburants (comprise entre 14 % et 17 %) vise à contenir l'impact de la hausse des cours internationaux sur les finances publiques, et s'inscrit dans la continuité des engagements pris dans le cadre du programme FMI. Des mesures complémentaires, à portée plus symbolique, visent également à rationaliser les dépenses publiques (annulation d'événements gouvernementaux, réduction des déplacements officiels, etc.). Alors que le prix du pain *baladi* a été plafonné à 2 livres pièce, le salaire minimum de la fonction publique devrait connaître une hausse à partir de l'an prochain. Naturellement, l'ampleur des effets de ce conflit et leur impact sur la stratégie à moyen terme du gouvernement devraient dépendre de sa longueur.

Service Économique du Caire

RÉGION

1. SOUTIEN DE LA BERD AUX ENTREPRISES DE LA RÉGION FACE AUX RETOMBÉES DE LA GUERRE EN IRAN

La BERD [envisage](#) de mettre en place des programmes ciblés pour aider les entreprises confrontées, dans les pays d'intervention de la banque, aux conséquences économiques de la guerre en Iran. La présidente de la BERD, Odile Renaud-Basso, a précisé que ce soutien pourrait porter sur l'accès à l'énergie et aux engrais, ainsi que sur le secteur touristique, fortement affecté par les tensions régionales et les perturbations logistiques, notamment le blocage du détroit d'Ormuz. Une autre préoccupation de la BERD concerne certains pays partenaires, notamment l'Égypte, qui font face à des hausses des prix de l'énergie, à des contraintes d'approvisionnement et à une possible baisse des transferts de fonds des travailleurs migrants. La BERD entend renforcer la résilience des entreprises locales et garantir la continuité des financements européens en faveur de l'Ukraine, dont la situation financière est indirectement affectée par la hausse des coûts énergétiques.

ÉGYPTE

1. RÉSILIENCE DU SECTEUR BANCAIRE MALGRÉ LES TENSIONS RÉGIONALES SELON FITCH

Les banques égyptiennes présentent une situation financière solide et restent en mesure d'absorber les chocs liés aux tensions régionales, selon [l'agence Fitch](#). Le rapport souligne la bonne rentabilité du secteur, des niveaux de capital adéquats et des réserves de liquidité en devises renforcées, plaçant les établissements dans une position plus favorable qu'au début de la guerre Russie-Ukraine en 2022. Des risques persistent toutefois, en particulier en cas de dépréciation marquée de la livre égyptienne, susceptible de peser sur les ratios de capital. Selon Fitch, depuis fin février, plus de 6 Mds USD ont été retirés des investissements étrangers en bons du Trésor en monnaie locale, dont l'encours atteignait encore 45 Mds USD fin septembre 2025. Par ailleurs, la position extérieure des banques s'est améliorée, avec des avoirs extérieurs nets atteignant 14,5 Mds USD fin janvier 2026, leur plus haut niveau depuis

2012, tandis que la dépendance aux financements extérieurs reste limitée (moins de 10 % du total).

2. RENFORCEMENT DES EFFORTS DANS LES SECTEURS GAZIER ET PÉTROLIER

L'entreprise publique EGAS prévoit de lancer en 2026 un nouvel [appel d'offres](#) international pour l'exploration gazière sur plusieurs blocs en Méditerranée occidentale, tout en programmant 17 puits exploratoires pour l'exercice 2026/27. Dans le même temps, EGAS se prépare à forer quatre puits supplémentaires d'ici la fin de l'exercice 2025/26 et initiera la première phase d'une étude sismique en Méditerranée orientale au second semestre 2026. La société prévoit notamment de mettre en service 51 puits en 2026/27. Sur le plan macro-énergétique, le gouvernement égyptien a par ailleurs tenu une [réunion](#) de haut niveau réunissant les ministères des Finances et du Pétrole ainsi que des représentants du secteur bancaire en vue de sécuriser les devises nécessaires aux importations de carburant et de maintenir des niveaux de stocks adéquats face à une demande croissante, notamment avant la saison estivale et dans un contexte d'envolée des cours. Les discussions ont également porté sur des scénarios flexibles de sécurisation de l'approvisionnement et sur le soutien financier aux opérateurs pour stabiliser le marché pétrolier intérieur.

3. SIGNATURE D'UN PPA DANS LE CADRE DU PROJET ÉOLIEN GULF OF SUEZ 3

Le 18 mars, le consortium Red Sea Wind Energy, associant Engie, Toyota Tsusho et Orascom, a signé un contrat d'achat d'électricité à long terme (Power Purchase Agreement) avec les autorités égyptiennes pour le projet éolien Gulf of Suez III, en présence du Premier ministre égyptien et du ministre de l'Électricité et des Énergies renouvelables. Cet accord constitue une étape clé dans le développement du parc éolien de 900 MW, situé à Ras Shokeir dans le Golfe de Suez. Engie, déjà fortement implantée en Égypte, exploite près de 1 GW de capacités éoliennes et s'est engagée à développer 3 GW supplémentaires dans le cadre d'un protocole signé lors de la COP27.

IRAK

1. EXPORTATIONS DE PÉTROLE IRAKIEN VERS LA TURQUIE

Les autorités fédérales irakiennes et kurdes ont conclu un accord permettant la reprise des exportations du pétrole produit à Kirkouk (située au nord de l'Irak fédéral) vers la Turquie par oléoduc, *via* le port de Ceyhan. Les premières exportations ont repris dès le mercredi 18 mars à hauteur de 250 000 b/j, ce qui correspond à la capacité maximale de cet oléoduc. La fermeture du détroit d'Ormuz, principal point de passage du pétrole irakien, oblige l'Irak à chercher des voies d'exportation alternatives. Des discussions seraient également en cours avec la Jordanie et la Syrie.

2. ARRÊT DES LIVRAISONS DE GAZ IRANIEN VERS L'IRAK

À la suite des frappes sur les installations gazières iraniennes de South Pars et Asaluyeh, les livraisons de gaz iranien vers l'Irak ont été mises à l'arrêt depuis le 18 mars. Selon le ministre irakien de l'électricité, l'interruption des livraisons risque de réduire d'un tiers la production électrique irakienne, structurellement dépendante des importations de gaz en provenance d'Iran.

IRAN

1. RAID SUR L'ÎLE DE KHARG

L'US Air Force a mené un raid massif sur l'île de Kharg (90 % des enlèvements de brut iranien) dans la nuit du 13 au 14 mars, frappant plus de 90 cibles militaires. L'infrastructure pétrolière a néanmoins été délibérément épargnée, tel qu'indiqué par Donald Trump sur son réseau Truth Social, avertissant toutefois qu'il « reconsidérerait immédiatement cette décision » si l'Iran interférait avec le libre passage à Ormuz. L'imagerie satellite a identifié deux pétroliers accostés à Kharg quelques heures après les frappes, confirmant la poursuite des opérations de chargement. Depuis le début du conflit, l'Iran aurait continué à exporter vers la Chine un volume de brut oscillant entre 1,2 et 1,5 Mb/j. Une part marginale de ces expéditions auraient emprunté le terminal de Jask, situé de l'autre côté du détroit, où auraient été enlevés 2 Mb de brut la semaine dernière. Son potentiel demeure toutefois très limité.

2. DÉGÂTS MATÉRIELS OCCASIONNÉS PAR LE CONFLIT

À Téhéran une question paraît prendre ces derniers jours une importance croissante dans les échanges entre les principales composantes du régime : celle du coût des destructions d'infrastructures et d'équipements publics. D'une part, le coût d'un remplacement éventuel du matériel militaire détruit – forces navales, systèmes de défense terrestres, radars, lanceurs de missiles – est déjà estimé à plusieurs milliards de dollars (plus de 2 000 installations auraient à ce jour été touchées). D'autre part, le coût des infrastructures civiles augmente dangereusement, en particulier dans la moitié nord de Téhéran où les prix de l'immobilier sont particulièrement élevés (sont spécialement touchés les quartiers huppés de Zafaraniyeh, Elahiyeh, Vollenjak et Seyed Khandan). Enfin, la montée d'une menace de frappes américaines sur les infrastructures énergétiques et industrielles, relativement épargnées à ce stade, semble inquiéter aux plus haut point les dirigeants de la RII. Le budget iranien, en déficit structurel depuis plusieurs années, n'étant pas en mesure de faire face au coût de reconstruction qui en résultera, la Banque centrale d'Iran (BCI) n'aura d'autre alternative – sauf aide extérieure massive – que de recourir une fois de plus à la création monétaire, renforçant la probabilité d'une hyperinflation (environ 100 % aujourd'hui) et d'un effondrement de la monnaie nationale (en 4 ans la valeur de l'euro a déjà progressé de 300 000 rials à 2 000 000 de rials).

ISRAËL

1. REPLI MARQUÉ DE L'EXCÉDENT EXTÉRIEUR EN 2025

D'après le Bureau central des statistiques (CBS), l'excédent du compte courant s'est nettement contracté à 8,9 Mds USD en 2025, contre 15,8 Mds USD en 2024 et 16,1 Mds USD en 2023, sous l'effet principalement d'une dégradation du solde des revenus primaires (-5,4 Mds USD). Les autres composantes évoluent plus marginalement, avec une légère amélioration des revenus secondaires (+1,7 Md USD), une progression limitée de l'excédent des services (+0,2 Md USD) tandis que le solde des biens demeure stable. Parallèlement, les flux financiers demeurent dynamiques : les investissements directs étrangers en Israël atteignent

26,2 Mds USD en 2025 (contre 14,8 Mds USD en 2024), tandis que les investissements israéliens à l'étranger s'élèvent à 14,5 Mds USD. Au total, la position extérieure nette du pays reste largement excédentaire, avec un stock d'actifs net vis-à-vis du reste du monde de 263,2 Mds USD à fin 2025.

2. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE SOUS TENSION EN MARS

Une enquête flash du CBS, réalisée entre le 10 et le 12 mars 2026 auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises, met en évidence un impact significatif de l'opération militaire en cours. Environ un quart des entreprises sont à l'arrêt ou en activité minimale, tandis que 44 % maintiennent un niveau d'emploi proche de la normale. Les effets restent hétérogènes selon les secteurs : la restauration et l'événementiel sont particulièrement affectés (près de 47 % à l'arrêt) alors que les secteurs de la haute technologie et financiers demeurent largement opérationnels (seulement 6 % en forte contraction). Au plan des revenus, 32 % des entreprises anticipent une baisse de chiffre d'affaires supérieure à 50 % sur le mois de mars, tandis qu'environ un quart n'attendent qu'un impact limité. Les principales contraintes identifiées par les répondants sont l'absence de personnel (44 %), la fermeture des établissements scolaires (42 %) et les difficultés logistiques, les petites entreprises apparaissant nettement plus vulnérables que les grandes. La situation apparaît toutefois moins dégradée que lors de l'épisode de juin 2025, suggérant une capacité d'adaptation accrue du tissu productif.

3. LE GOUVERNEMENT ENVISAGE DES INTRODUCTIONS MASSIVES EN BOURSE DANS LA DÉFENSE

Le gouvernement israélien étudie la mise en bourse partielle de deux de ses principaux groupes publics de défense, Israël Aerospace Industries (IAI) et Rafael, dans un contexte de forte hausse mondiale des dépenses militaires. Le ministère de la Défense, historiquement réticent pour des raisons de confidentialité, a donné son accord de principe à une ouverture du capital pouvant atteindre 30 % pour chaque entreprise, avec des opérations envisagées sur la Bourse de Tel-Aviv et principalement destinées aux investisseurs institutionnels. Les discussions portent sur une valorisation d'IAI comprise entre 80 et 100 Mds ILS (25 à 32 Mds USD), tandis que Rafael

n'a pas encore été officiellement valorisée en raison du caractère sensible de certaines de ses activités. Cette évolution intervient alors que les performances financières du secteur sont en forte progression : IAI a enregistré en 2025 un chiffre d'affaires de 7,4 Mds USD (+20 % en g.a.) et un bénéfice net record de 712 M USD (+45 % en g.a.), avec un carnet de commandes atteignant 29 Mds USD fin 2025, contre 25 Mds USD fin 2024. Si les résultats annuels de Rafael pour 2025 ne sont pas encore publiés, la société pourrait afficher un bénéfice net excédant 300 M USD en 2025, alors que son carnet de commandes s'élevait déjà à environ 22 Mds USD il y a quelques mois (posant par ailleurs un défi de respect des délais de livraison). Les autorités cherchent ainsi à capitaliser sur ce cycle haut afin de maximiser les recettes, susceptibles de contribuer au financement de l'effort de défense sur la prochaine décennie, tout en limitant les risques concurrentiels et de fuite des talents entre entreprises publiques.

4. LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT PUBLIC RESTÉE CIBLÉE MAIS CONTRAINT EN 2025

L'Autorité des investissements du ministère israélien de l'Économie et de l'Industrie a mobilisé en 2025 plus de 4 Mds ILS d'investissements totaux, dont 1,1 Md ILS de subventions publiques réparties sur plus de 400 programmes, avec un effet de levier annoncé de 1 à 4 vis-à-vis du secteur privé. Les dispositifs ont principalement concerné l'industrie en zones prioritaires (693 M ILS d'investissements, dont 139 M ILS d'aides), la modernisation productive (173 M ILS d'investissements, 47 M ILS de subventions) et le soutien à des infrastructures de clusters (188,5 M ILS). Un volet spécifique de 241,5 M ILS a été consacré à la gestion des conséquences économiques des tensions sécuritaires dans le nord, incluant des mesures de maintien d'activité et d'automatisation agricole. Par ailleurs, 125 M ILS ont été alloués à des programmes liés à l'emploi et au capital humain, et plusieurs dispositifs environnementaux ont été engagés, notamment 417 M ILS d'aides à l'adaptation à la taxe carbone (horizon 2030) et 320,5 M ILS pour des projets d'économie circulaire.

JORDANIE

1. DON DES USA POUR LE PROJET NATIONAL CONVEYOR

Le Conseil des ministres a approuvé une subvention de 203 M USD des États-Unis pour soutenir le projet de dessalement et d'adduction d'eau Aqaba-Amman (*National Conveyor*). Pour mémoire, ce méga-projet prévoit la construction d'une usine de dessalement à Aqaba, d'une capacité de production de 300 millions de m³ d'eau par an, et d'un système d'adduction de 450 kilomètres jusqu'à Amman.

2. RÉSERVES STRATÉGIQUES DE DENRÉES ALIMENTAIRES

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Approvisionnement a déclaré que la Jordanie maintenait des stocks suffisants de produits alimentaires essentiels, et conservait des chaînes d'approvisionnement stables malgré les tensions régionales. Depuis la pandémie, un système électronique permet de suivre quotidiennement les niveaux de stock. Les stocks de blé s'élèvent actuellement à 5 mois et demi, auxquels s'ajoutent des commandes en cours d'acheminement qui couvriraient environ 4 mois de plus. Les stocks d'orge s'élèvent à plus de 8 mois, les stocks de sucre 3 mois et les stocks de riz et lait en poudre 4 mois. En parallèle, le gouvernement a accordé 2,5 M JOD/3,5 M USD à la *Civil Consumer Corporation* (ensemble des coopératives de produits de première nécessité subventionnés par l'État) afin de renforcer les stocks et garantir des prix abordables.

LIBAN

1. HAUSSE DES VENTES DES SUPERMARCHÉS LIBANAIS EN 2025

D'après le département d'études économiques de la banque Audi, les ventes des supermarchés libanais ont enregistré une augmentation comprise entre 15 et 30 % par rapport à l'année précédente. Cette hausse de la demande a été soutenue par la croissance du revenu disponible des ménages et par les dépenses des touristes.

Par ailleurs, la part des produits locaux parmi les articles de consommation courante présents dans les rayons est passée de 25 % en 2019 à 50 % en 2025. Cette évolution reflète à la fois une augmentation de

la production locale et le retrait des marques internationales du marché libanais au déclenchement de la crise économique.

2. AUGMENTATION DE LA SURFACE DE CONSTRUCTION AUTORISÉE DÉBUT 2026

La surface totale de construction autorisée par les permis de construire délivrés au cours des deux premiers mois de 2026 a augmenté de 38 % en un an. Elle couvre une étendue de 1,2 M de m² contre 0,9 M de m² en 2025. Selon l'Ordre des ingénieurs et des architectes de Beyrouth, alors que la distribution de permis de construire a quasiment triplé dans la capitale sur la période, elle a reculé de 61 % dans la région de la Békaa.

Pour l'ensemble de l'année 2025, la moitié de la surface de construction autorisée par permis de construire s'est concentrée dans la région du Mont Liban.

3. BAISSÉ (-5,3 %) DES TRANSFERTS DES EXPATRIÉS

Selon les dernières données de la Banque du Liban, les remises des expatriés vers le Liban ont atteint près de 4,87 Mds USD au cours des neuf premiers mois de l'année 2025. Les remises enregistrent ainsi une baisse de 5,3 % par rapport à la même période un an plus tôt (5,2 Mds USD).

Cette baisse pourrait être amenée à s'accroître compte tenu des répercussions de la guerre sur les pays du Golfe, l'un des principaux foyers de la diaspora libanaise. Le Liban demeure toutefois l'un des pays ayant un ratio remises des expatriés/PIB les plus élevés au monde. En 2024, les remises des expatriés représentaient ainsi 24,2 % du PIB.

Les remises des expatriés étaient restées relativement stables tout au long de la crise économique et financière ayant éclaté à l'été 2019 et ont constitué un véritable filet de sécurité sociale pour plusieurs ménages ayant vu subitement baisser drastiquement leur pouvoir d'achat.

En parallèle, les envois de fonds du Liban vers l'étranger ont atteint 1,42 Md USD à août 2025, en hausse de 5,7 % en glissement annuel (1,35 Md USD).

PALESTINE

1. UNE ÉCONOMIE EN CHUTE LIBRE SOUS LE POIDS DE L'OCCUPATION

Selon le [rapport](#) de l'UNCTAD 2026, l'économie palestinienne connaît un effondrement sans précédent. En 2024, le PIB ne représente plus que 70 % de son niveau de 2022, effaçant en seulement 15 mois près de 22 années de développement. À Gaza, la situation est encore plus dramatique : le PIB chute à 13 % de son niveau de 2022, tandis que le chômage atteint 80 %, contre 35 % en Cisjordanie, plongeant l'ensemble de la population dans la pauvreté.

En 2025, aucune véritable reprise ne se dessine. Le PIB de Gaza devrait encore reculer de 13 %, pour tomber à 11 % de son niveau de 2022, et le PIB par habitant reste inférieur de 29,3 % à celui d'avant-crise. En Cisjordanie les estimations économiques indiquent que les restrictions de mouvement pourraient coûter entre 2 % et 4 % du PIB palestinien chaque année ; cela représente une perte annuelle estimée de 280 à 560 M USD.

Sur le long terme, le « coût de l'occupation » (*cost of occupation*) est estimé à 212,2 Mds USD (2000–2024), soit 19,4 fois le PIB de 2024. Parallèlement, l'économie des colonies a généré 832,7 Mds USD sur la même période, dont 53 Mds USD en 2024.

2. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE SOUS PRESSION

Lors d'un entretien de presse, le ministre de l'Économie nationale, Mohammad Al-Amour, affirme que le gouvernement œuvre à stabiliser le marché et à renforcer la sécurité alimentaire malgré les contraintes actuelles. Un stock stratégique couvre 16 produits essentiels (blé, farine, riz, huiles, viandes), avec une capacité suffisante pour 3 à 6 mois.

La consommation mensuelle reste élevée : environ 18 000 tonnes de farine, 7 000 tonnes de riz et 4 000 tonnes d'huiles végétales, ainsi que 4,5 M de poulets. Ces chiffres structurent la gestion des stocks face aux perturbations des chaînes d'approvisionnement.

Le ministre a ajouté qu'une grande partie des établissements économiques ont été contraints de cesser de travailler en raison des conditions de sécurité et économiques, expliquant que les résultats

d'une enquête menée par le ministère montraient que 52,6 % des entreprises ont cessé totalement ou partiellement leurs activités, et 18,7 % ont subi des dommages directs. Il a souligné que ces conditions se reflétaient clairement dans la performance des différents secteurs économiques en Cisjordanie, où l'activité de construction a diminué de 29 %, l'industrie de 21 %, l'agriculture de 18 % et les services de 12 % en 2025 par rapport à la période précédente de 2023.

3. UN BUDGET 2026 SOUS CONTRAINTES ET MESURES D'URGENCE RENFORCÉES

Adopté en Conseil des ministres le 17 mars 2026, le projet de budget palestinien pour 2026 s'inscrit dans un contexte de crise prolongée, marqué par la poursuite probable de la rétention des recettes de compensation. Le gouvernement prévoit des recettes de 15,7 Mds NIS pour des dépenses estimées à 17,6 Mds NIS, en baisse de 5,8 % par rapport à 2025. Le déficit pourrait atteindre 70 % en cas de maintien des restrictions israéliennes. Une politique d'austérité renforcée est engagée, incluant un gel total des recrutements et des coupes significatives dans les dépenses non essentielles, après une réduction de la masse salariale d'environ 120 M NIS en 2025. Les priorités restent les services essentiels, avec 1,3 Md alloué aux subventions (eau, électricité, carburant) et 1,2 Md à la protection sociale. Les dépenses d'urgence sont relevées à 516 M NIS. Ce mercredi, le ministère des Finances a versé 50 % des salaires de décembre, tandis que l'Autorité monétaire palestinienne a demandé aux banques de suspendre les prélèvements sur les prêts.

SYRIE

1. TENSIONS INFLATIONNISTES EN PARTICULIER SUR LES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

D'après la *Consumer Protection Association* (CPA) syrienne, organisation non-gouvernementale de protection des consommateurs, les prix des produits essentiels, en particulier alimentaires, ont connu une augmentation significative depuis le début du mois de mars 2026. Alors que les prix de la nourriture augmentent habituellement de 6 à 11 % pendant le mois de ramadan, la hausse serait de près de 50 % sur un panier de consommation moyen. L'inflation

s'explique par le doublement des prix des ingrédients de base, dont le pain, l'huile, le riz, le sucre ou la viande.

2. INTENSIFICATION DES FOURNITURES DE PRODUITS PÉTROLIERS AU PORT DE BANYAS

La Syrian Petroleum Company (SPC) annonce l'arrivée de plusieurs livraisons de pétrole brut et de produits raffinés au terminal pétrolier de Banyas. Quatre

tankers sont arrivés le 18 mars et quatre autres doivent livrer leur cargaison dans les jours suivants. En cohérence avec l'augmentation de la production nationale, l'objectif est de pouvoir assurer la continuité de la fourniture de produits pétroliers et de gaz à la Syrie, dans tout le territoire, malgré la déstabilisation des marchés.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2025	FMI / WEO	118,3	46	86,7	10,2	11,5	5,8	5,6	25,6
PIB (Mds USD) – 2025	FMI / WEO	349	265	376	665	62	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2025	FMI / WEO	3190	5830	4250	67000	5356	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2025	FMI / WEO	4,4	0,5	0,3	3,1	2,7	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	-7,2	-6,3	-4,3	4,9	-5,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	84	53,1	36,4	70	83,4	114	86*	n/a
RATING COFACE 2025	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	11,9	-1,2	60	1,8	1,1	15,3	48,9	15,2
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,8	n/a	39,4	50,2	n/a	50,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1838	418	231	1885	1240	540	30	30
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1214	1556	51	1410	60	93	4	4

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr